

CONV 343/02

WG VIII 9

NOTE DE SYNTHÈSE

du: Secrétariat

au: Groupe de travail VIII "Défense"

Objet: **Note de synthèse de la réunion du 4 octobre 2002**

Résultats des travaux

1. Auditions de M. Antonini, président de l'EDIG, M. Gergorin, vice-président de l'EADS, M. Giovacchini, directeur au ministère français de la défense, M. Lundberg, assistant du directeur général de l'Agence suédoise de l'équipement militaire et M. Parry, représentant à Bruxelles de BAE

Le groupe a accueilli les invités susmentionnés qui ont fait une série d'exposés concernant la politique de l'armement.

M. Antonini a souligné qu'il importait de consolider la politique européenne de l'armement, sur la base d'un accès réciproque aux marchés, d'une harmonisation des exigences opérationnelles militaires et, à plus long terme, de la mise en place d'une agence commune de l'armement. Il a en outre préconisé d'affecter davantage de ressources à la R&D, d'exempter les investissements à long terme dans le domaine de la défense des dispositions du Pacte de stabilité et de mieux coordonner les marchés militaires.

M. Gergorin a souligné l'écart considérable entre les investissements consentis en Europe et aux États-Unis pour la R&D dans le domaine de la défense. Il a préconisé que soit mise en place une agence européenne pour la recherche dans le domaine de la défense et de la sécurité, qui reposerait sur le principe de la participation volontaire tout en prévoyant des critères de participation. C'est la seule manière de faire en sorte que l'industrie européenne de la défense soit en mesure de soutenir la concurrence. L'industrie de la défense devrait avoir accès aux fonds communautaires en faveur de la recherche et la structure actuelle de l'OCCAR pourrait être renforcée et placée sous l'autorité de l'agence dont la création est proposée.

M. Giovacchini a insisté sur la nature tout à fait particulière de l'industrie de la défense, qui appelle des solutions sur mesure. La mise sur pied de projets transnationaux a été freinée par l'absence de vision militaire commune, mais cela devrait s'améliorer au cours des prochaines années. Il convient de fixer des règles communes en matière de marchés militaires et de mettre sur pied davantage de programmes partagés, en se fondant sur l'expérience de l'OCCAR et de la lettre d'intention. Les instruments du premier pilier ont un rôle à jouer dans le cadre de l'industrie de la défense et il convient de prendre des dispositions permettant d'accorder des fonds de démarrage en faveur de la recherche.

M. Lundberg a décrit les changements qu'a connus l'industrie suédoise de la défense au cours des dernières années. Ces changements résultent de l'adaptation à de nouvelles menaces, la motivation première n'étant plus la protection contre une éventuelle invasion. L'industrie, qui était essentiellement nationale, est maintenant largement ouverte aux capitaux étrangers; elle a en outre fait l'objet de nombreux regroupements et son importance globale s'est réduite. Désormais, il faut invariablement faire appel à des partenaires pour les nouveaux projets, afin de mobiliser des ressources suffisantes.

M. Parry a mis en évidence les problèmes que rencontre l'industrie européenne de la défense. Elle est de plus en plus marginalisée et il existe un risque de voir les entreprises européennes perdre leur capacité d'agir d'une manière autonome. La parade doit reposer sur trois approches: ouverture des marchés, harmonisation des exigences et consolidation. Toutefois, la volonté politique est déterminante à cet effet. Pour ce qui est de la création d'une agence, il importe avant tout de développer pleinement la PESD et de la faire fonctionner. Il a insisté sur le défi que représente l'élargissement pour l'avenir de l'industrie européenne de la défense.

2. Échange de vues sur la politique de l'armement

Le président a invité les membres du groupe à réagir aux points soulevés par les experts, en se concentrant particulièrement sur les quatre questions figurant dans l'ordre du jour de la réunion.

Plusieurs membres ont déclaré qu'il serait prématuré de définir une politique en matière d'armements avant qu'une véritable PESD (et surtout PESD) ne soit opérationnelle. Certains ont demandé d'inscrire dans le traité la définition en commun d'une politique de l'armement. Plusieurs membres ont déclaré que cela dépendait aussi de la définition de la menace militaire. Plusieurs questions ont été posées à propos de l'éventuelle ouverture des marchés de l'armement à une concurrence accrue et sur la formulation d'une politique concrète en matière d'armement qui permettrait à la Commission de jouer un rôle. Un certain nombre de membres du groupe de travail ont suggéré qu'il faudrait réfléchir à la mise en place d'une agence de l'armement, éventuellement en s'inspirant des initiatives de coopération existantes, telles que l'OCCAR, en prévoyant toutefois un mandat plus large, qui couvrirait éventuellement les marchés militaires. Une telle agence devrait tenir dûment compte de la très grande diversité des intérêts des États membres en la matière, ce qui pourrait plaider en faveur d'une agence fonctionnant sur une base volontaire. À titre de variante, la coopération pourrait continuer de reposer sur des accords spécifiques de coopération entre ceux qui y trouvent un intérêt.

Les experts se sont largement ralliés à l'opinion selon laquelle la définition de la menace et l'existence d'une PESD parfaitement opérationnelle étaient des conditions préalables à la formulation d'une politique de l'armement. Il est toutefois évident que les dividendes de la paix n'existent plus et qu'un accroissement des ressources s'impose. On a reconnu que l'industrie de l'armement avait besoin d'un traitement différent de celui des autres secteurs. Il convient d'ouvrir encore les marchés (bien que l'industrie européenne soit déjà beaucoup plus ouverte que celle des États-Unis) et de permettre une certaine concurrence, mais il faut mettre ces éléments en balance avec l'exigence d'interdépendance et la sécurité de l'approvisionnement. La proposition de créer une agence de l'armement (retenant les différentes options qui ont été exposées) doit d'être examinée soigneusement et, si l'idée devait faire son chemin, il est évident que la Commission aurait un rôle à jouer.

Le président a souligné qu'une politique de l'armement était indispensable pour étayer la PESD et donner à l'Europe une base de recherche suffisante. Eu égard à la diversité des intérêts des États membres dans ce domaine, il conviendrait d'examiner différentes solutions offrant suffisamment de souplesse. L'idée d'une agence de l'armement, fondée sur l'expérience des initiatives de coopération telles que l'OCCAR, ou s'en inspirant, a été avancée et elle devra être examinée plus avant.
